L'ANJOU LIBERTAIRE

BULLETIN MENSUEL DU **GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE**
DE L'**UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE**

N°3 Décembre 2020

SOCIÉTÉ
Contre la loi sécurité globale
ÉCOLOGIE
Non aux méthaniseurs!
FÉMINISME
Pas touche au 3919 !

Mobilisation contre la loi "sécurité globale"

Alors qu'elle avait commencé depuis deux semaines environ, la mobilisation contre la loi liberticide nommée « sécurité globale » a franchi une nouvelle étape samedi 28 novembre avec des manifestations massives dans de très nombreuses villes. À Angers, la première manifestation contre cette loi avait lieu cette même journée (mieux vaut tard que jamais). Initialement, un rassemblement était prévu place du ralliement mais Pierre Ory, le nouveau préfet de Maine-et-Loire, nous a envoyé au jardin du mail, plus à l'abri des regards, prétextant la réouverture des commerces en centre ville. Étant donné notre nombre au jardin mail (plus de 4.000 !) il n'a finalement pas pu nous empêcher de partir en manifestation jusqu'à la place du ralliement. La semaine suivante, samedi 5 décembre, nouveau rassemblement place du ralliement, cette fois ci moins de monde mais tout de même un bon millier de personnes dont une partie partira en manif sauvage jusqu'au commissariat de la place La Fayette avant de se faire gazer ... Mais cette journée, qui était également une journée de mobilisation contre le chômage et la précarité, aura permis de commencer à faire des liens (violences sociales, violences policières, même combat).

La loi "sécurité globale" c'est quoi?

Le projet de loi en discussion est dangereux et doit être combattu pour ce qu'il institue.

– *Un flicage généralisé:* les articles 20 et 21 prévoient d'élargir l'accès aux images enregistrées par des caméras de vidéo surveillance aux policiers municipaux, l'élargissement de l'accès aux enregistrements issus des caméras individuelles, ainsi que la possibilité de transmission en temps réel de ces images aux flics.

– *Une surveillance accrue par les airs :* L'article 22 permet l'usage de drones comme outil de surveillance notamment lors des manifestations. Leur usage facilitera l'identification des personnes et la collecte massive de données à caractère personnel.

– *Une volonté d'invisibiliser les violences policières :* L'article 24 crée une nouvelle infraction relative à la diffusion, par quelque moyen que ce soit, des images des forces de l'ordre, « dans le but qu'il soit porté atteinte à [leur] intégrité physique ou psychique ». L'article 23 quant à lui vise à exclure du bénéfice des réductions de peine les auteurs de certaines infractions « commises au préjudice d'une personne investie d'un mandat électif public, d'un militaire de la gendarmerie nationale, d'un fonctionnaire de la police nationale ou d'un sapeur-pompier professionnel ou volontaire ». Ces infractions qui perdraient le bénéfice des réductions de peine correspondent aux atteintes à la vie, à l'intégrité physique et aux menaces et actes d'intimidation et donc également la diffusion des images de policiers. Nouvelle infraction donc, et peines aggravées.

– *Un racisme institutionnel toujours actif :* L'article 10 prévoit d'ajouter pour les ressortissant·es étranger·es une antériorité de titre de séjour de cinq ans minimum pour la la délivrance des cartes professionnelles des agents de sécurité privée.

Par cette loi le gouvernement confirme sa volonté autoritaire d'offrir à la police toute l'impunité qu'elle souhaite pour protéger les intérêts de la bourgeoisie en s'appuyant notamment sur la surveillance de masse de la population.

Une vague de licenciements qui n'est pas prête de s'arrêter

Selon le décompte de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement, 311 suppressions de postes liés aux plans sociaux ont été annoncés par les entreprises entre le 1er septembre et le 30 novembre 2020 dans notre département : Séréna (Angers), 33 postes ; Merlin Gérin Loire (Saumur), 74 postes ; Bucher Vaslin (Chalonnes-sur-Loire), 16 postes ; Artus (Avrillé), 23 postes ; Dorel France (Cholet), 25 postes ; Centrales d'achats Kidiliz (Saint-Macaire-en-Mauges), 54 postes ; et Paulstra (Segré), 86 postes. À ces licenciements nous pouvons notamment ajouter ceux liés à la fermeture de nombreux magasins dont 4 à l'Atoll de Beaucouzé, et4 autres du groupe Kidiliz à la Séguinière. Et pourtant la plupart des grands plans sociaux restent encore devant nous, pour l'instant retardés par le recours massif au dispositif du chômage partiel. Les quelques un million d'emplois supprimés auxquels on peut s'attendre d'ici la finde cette année 2020 restent principalement le fait de non-renouvellement de CDD, du moindre recours à l'intérim oudu non-remplacement des départs à la retraite.

Le seul espoir de mettre un coup d'arrêt à cette catastrophe sociale, ce sont nos luttes, ancrées dans les boîtes concernées par des licenciements, et coordonnées pour former un mouvement large capable de porter des revendications telles que la réduction du temps de travail à 32h sans perte de salaire pour créer de l'emploi, ou comme le droit de veto des travailleurs et travailleuses sur les licenciements pour mettre fin à l'arbitraire patronal et que ce soit nous qui décidions.

Le Grand écran sécuritaire

Partis 57 en 2018, par un prompt renfort, ils se retrouvèrent 68 agents de la police municipale sur la bonne ville d'Angers. Cette hausse significative d'effectifs trouvait sa raison dans la volonté ferme et résolue de son édile: il faut calmer tout cela. En était-ce fini de la Douceur Angevine ? En effet, « énormément de tensions accompagnés d'une intolérance plus forte des habitants. », la Peur régnait sur la Cité. Sombres perspectives que les quelques caméras de vidéosurveillance ne parvenaient pas à juguler. En matière de Premiers plans, la ville s'était engagée, passant d'une centaine de caméras en 2018 à 125 en 2019 pour en ajouter une vingtaine de plus en 2020. Une vraie superproduction… avec pour « acteur majeur de coproduction locale de sécurité * », la police municipale. Bref, voilà comment le cher édile voit la ville… Souriez-vous êtes filmé(e)s … Souriez, vous êtes fliqué·es ! Il y a fort à craindre que Monsieur Béchu l'inscrive dans les villes candidates à tester le projet sécurité globale pour trois ans… Nous vous en décrirons alors les modalités…Certainement, plus en perte de libertés qu'en gain de sécurités. Et l'opposition municipale dans tout cela ? Que deux oppositions…

*(extrait des minutes des délibérations du conseil municipal du 28.10.2020).

Les Assistant·es d'Education, grand·es oublié·es de l'Education Nationale

Le mardi 1er décembre, de nombreux rassemblements d'AED ont eu lieu en France, à l'appel d'un collectif syndical marseillais, pour protester contre la précarité du statut et la discrimination vis à vis des autres personnels de l'Education Nationale. À Angers, une cinquantaine d'AED et de soutiens se sont rassemblés devant l'Inspection Académique. Cette première journée de mobilisation concernant uniquement les AED avait pour but d'attirer l'attention sur la surcharge de travail liée à la mise en place des protocoles sanitaires, dont la plupart des mesures contraignantes retombent sur les AED : désinfection des mains, organisation du self, études surchargées en raison des absences ... De plus, la profession est encore présentée comme étant à destination des étudiant·es, alors que cela n'est plus le cas depuis de nombreuses années. Il y a une demande nationale pour la création d'un vrai statut, la fin des temps partiels imposés, une revalorisation des salaires et la fin de certaines discriminations. Les AED de REP (Réseaux d'Education Prioritaire) n'ont pas le droit à la prime versées aux enseignant·es. Dans le Maine-et-Loire de nombreuses vies scolaires ont été impactées, certaines ayant fermées faute de personnel présent. En attendant les réponses des services académiques et du ministère, les différents collectifs syndicaux réfléchissent aux suites à donner.

Une librairie militante sur Angers

« Syndicale, associative, politique, subersive, militante, sociale ». Voilà comment se définit cette librairie présente depuis plus de 15 ans à Angers, au 21 de la rue Maillé. Une librairie où vous pourrez prendre le temps d'explorer des ressources à la fois théoriques, historiques et pratiques sur les mouvements sociaux, les mouvement révolutionnaires, les féminismes, le syndicalisme, l'antifascisme, l'écologie, les mouvements libertaires, etc. Mais c'est plus qu'une simple boutique. C'est aussi un lieu où se croise des militant·es de tous les horizons et de différentes tendances, un lieu d'échange comme il en existe peu sur notre ville. Et c'est bien pour ça que nous voulions mettre un coup de projecteur sur les Nuits Bleues. Nous avons la chance d'avoir sur notre ville un tel lieu. Et on compte bien le garder encore longtemps. À noter que les camarades de la librairie ont dernièrement mis en place un site internet et un catalogue regroupant une grande partie de leur fond. Ce tableau idylique ne serait pas complet si on ne glissait pas ici que vous y retrouvez tous les mois notre journal, *Alternative libertaire*, ainsi que certaines de nos publications.

Les Nuits Bleues, 21 rue Maillé à Angers
Du mardi au samedi de 11h à 17h30
lesnuitsbleues.fermeasites.net

Communistes libertaires : s'organiser, pourquoi, comment ?

Mardi 8 décembre nous organisions une vidéo en direct sur notre chaîne Youtube. Durant les 40 premières minutes, un camarade historien de l'UCL revenait sur l'histoire de notre courant et sur la question de l'organisation. Pendant une cinquantaine de minutes, les personnes qui assistaient au direct pouvaient ensuite poser leurs questions sur notre organisation, notre stratégie, notre courant et ses positions … 4 militant·es de l'UCL se relayaient pour y répondre. En attendant le prochain direct, il est possible de revisionner celui du 8 décembre sur notre compte **Peertube** ou **Youtube**.

Contre les projets de méthaniseurs en Anjou

Ces derniers temps, comme partout en France, les projets de méthaniseurs industriels se multiplient dans notre département : à Mauges-sur-Loire, à Durtal ou encore à Loiré. Le rôle de ces méthanisateurs est de faire fermenter des déchets organiques (déjections animales ou matières végétales) pour obtenir d'un côté du méthane qui pourra produire de l'énergie, et d'un autre un digestat qui pourra être utilisé comme fertilisant pour les terres agricoles. Une belle idée sauf que s'ils aboutissaient, les conséquences de ces projets seraient néfastes à bien des niveaux. D'abord au niveau environnemental ils présentent des risques importants de pollution des sols, des nappes phréatiques et de l'atmosphère (notamment par l'épandage du digestat). Ensuite au niveau de la qualité de vie des riverain·es, qui risquent d'être fortement dégradée par des pollutions olfactive, visuelle et sonore importantes (notamment par le trafic important de camions nécessaire). Enfin, la nécessité d'alimenter et rentabiliser les méthaniseurs inciterait à intensifier l'élevage pour avoir plus de «déchets » (occasionnant toujours plus de souffrance animale) et même à faire des cultures dédiées à la méthanisation (plutôt qu'à l'alimentation). Ces projets vont donc dans le sens du modèle agricole actuel qui n'est plus supportable pour personne et qu'il serait temps de changer en profondeur. Alors que partout les élu·es émettent des avis favorables, à Mauges-sur-Loire et à Durtal, des collectifs d'habitant·es et de riverain·es s'opposant aux projets se sont formés, nommés respectivement «Bien vivre à Mauges-sur-Loire » et «Bien vivre en Anjou Loir et Sarthe » (voir leurs pages facebook). Le 4 décembre, une centaine de personnes étaient rassemblées à Mauges pour montrer leur opposition au projet de leur commune. Le lendemain, plusieurs dizaines de personnes manifestaient également à Durtal dans le même but.

Janie nous a quitté...

Janie Michel nous a quitté le 30 novembre dernier, lors d'une douce et calme journée d'automne, nous laissant en héritage des combats féministes, qu'elle a contribué à tant faire progresser. Au début des années 1970, elle fonde le MLAC à Angers, Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception, allant même jusqu'à héberger dans son domicile des avortements clandestins. Cette militante n'hésitait pas à braver une législation liberticide et sexiste pour permettre à chacune la liberté et le droit à disposer de son corps. Plus tard elle a rejoint le Planning Familial du Maine et Loire dont elle a été la présidente pendant plus de 25 ans. Formée par son expérience professionnelle de terrain, militante et politique, cette psychothérapeute d'une efficacité remarquable a accompagné et soutenue quantité de femmes, notamment de part son expertise sur les violences sexistes et sexuelles. Fondatrice de S.O.S. Femmes Maine et Loire en 1985, puis présidente nationale en 2002, elle est nommée présidente d'honneur lors de sa fin de mandat en 2008. Son dévouement sans limite et déterminant dans son activisme pour les droits des femmes, nous engage à nous rappeler qui elle était, sa joie de vivre, son humanité pour toutes et tous, notamment les plus vulnérables. Nous ne pouvons dorénavant que faire honneur à cet héritage qu'elle nous laisse : son doux souvenir et l'énergie pour poursuivre ses combats féministes.
Féministe tant qu'il le faudra !

Face aux galères des quartiers populaires: Organisons la solidarité populaire

Depuis quelques semaines des camarades ont lancé sur Angers une Brigade de Solidarité Populaire. Constatant que « face à la crise qui nous touche tous et toutes, les habitant·es des quartiers populaires subissent une « double » ou une « triple peine » face au Covid »et « face à cette injustice sociale et sanitaire instituée, les Brigades de Solidarité Populaire Belle-Beille se sont créées ».Une première distribution a déjà eu lieu autour d'un petit-déj gratuit. D'autres distributions auront lieu deux fois par mois. Les dons et les coups de mains sont évidemment les bienvenus. Pour plus de détails rendez-vous **sur notre site internet** ou sur la **page instagram des Bled Runners**.

3919 ou la privatisation d'un service d'intérêt général

Le 17 novembre dernier on apprenait la possible privatisation du 3919 et l'interrogation était générale. En effet, comment ce gouvernement qui, à la même période se gargarisait de son « travail » sur le grenelle, peut dans le même temps décider de lancer une procédure de mise en concurrence pour désigner la structure qui doit continuer à organiser ce service, et fragiliser ainsi une cause d'intérêt générale. « Lutter contre les violences et agir pour la protection des femmes, est une cause d'intérêt général et non une activité marchande à laquelle on peut appliquer les lois du marché », exprimait en novembre dernier dans un communiqué un collectif d'associations rassemblant la FNSF (1), la Ligue des droits de l'homme, le Planning familial ou l'Union nationale des familles de féminicide. Le quantitatif et les logiques de rendement, voilà ce que le gouvernement privilégie au détriment de l'accompagnement expert et bienveillant de plus de 2000 femmes par semaines. « Le timing de ce changement est particulièrement mal choisi en période de confinement. Avec une augmentation des appels de +192 % au 1er semestre 2020 par rapport à la même période en 2019 (97 481 appels entrants/33 430), nos équipes doivent réserver leurs forces au terrain, d'autant que la crise sanitaire est loin d'être terminée ». Le contexte de pandémie renforce cette problématique de violences systémiques mais le gouvernement voit là une belle occasion de faire passer en force la transformation de cette activité d'intérêt générale en activité marchande. Le libéralisme et le grand capital auront donc raison, avec la complicité entière du gouvernement, de la protection de la population face aux violences de couples. Il est à l'évidence urgent de s'opposer à cette mise en concurrence qui doit aboutir en 2021.

(1) FNSF : Fédération Nationale Solidarité Femmes est une association issue du mouvement féministe pour lutter contre les violences faites aux femmes. La FNSF gère le numéro d'appel 3919.

Solidarité Femmes Fédération Nationale | 3919 appel anonyme et gratuit

Merci à **Fred Sochard** et **Colloghan** pour les dessins!

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)
Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org
Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net
Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org
Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux **facebook** et **diaspora** !

S'informer